

Coronavirus

BOITE A OUTILS – Trésorerie des TPE

26 mai 2020

Mesures mises en place par les établissements bancaires

- [Mesure 1 : Mise en place de procédures accélérées d'instruction de crédit pour les situations de trésorerie tendues, dans un délai de 5 jours et une attention particulière pour les situations d'urgence](#)
- [Mesure 2 : Suppression des pénalités et des coûts additionnels de reports d'échéances et de crédits des entreprises](#)
- [Mesure 3 : Report jusqu'à six mois des remboursements de crédits pour les entreprises](#)

L'Etat au travers de la banque publique d'investissement (BPI) sécurise votre découvert ou vos lignes court terme

- [Mesure 4 : Garantie de l'Etat sur les découvertes accordés par la banque et prolongation des garanties classiques sur les crédits d'investissement en cas de réaménagement par la banque](#)
- [Mesure 5 : La BPI apporte du cash directement aux entreprises](#)

Prêt garanti par l'Etat - PGE

- [Mesure 6 : Le prêt garanti par l'Etat \(PGE\)](#)

Dispositif exceptionnel mis en place par la Banque de France pour soutenir les TPE dans la crise

- [Mesure 7 : Proposition d'une analyse financière gratuite](#)

Fonds de solidarité

- [Mesure 8 : Volet 1 du Fonds de solidarité pour aider les TPE](#)
- [Mesure 9 : Volet 2 du fonds de solidarité pour aider les TPE](#)

Indemnité de « perte de gains » financée par le régime complémentaire des indépendants (RCI)

- [Mesure 10 : Aide supplémentaire pouvant aller jusqu'à 1 250 €, financée par le régime complémentaire des indépendants](#)

Médiation des entreprises

- [Mesure 11 : La médiation des entreprises au service du dialogue entre acteurs économiques](#)

Médiation du crédit au service des entreprises

Coronavirus

BOITE A OUTILS – Trésorerie des TPE

26 mai 2020

- [Mesure 12 : En cette période de crise la médiation sera tout particulièrement mobilisée auprès des entreprises qui rencontrent des difficultés](#)

Mesures relatives aux marchés publics

- [Mesure 13 : Les avances sont encouragées](#)
- [Mesure 14 : Pas de sanctions contractuelles pénalisant les entreprises du fait du COVID 19 dans certaines conditions](#)

Annexes

- [Plan de trésorerie](#)
- [Demande de report d'une échéance d'emprunt : Courrier-type](#)
- [Demande de remboursement de frais de pénalités liés au report d'échéances de prêt professionnel : Courrier-type](#)
- [Liste des contacts régionaux – Fonds de solidarité volet 2](#)
- [Prêt garanti par l'Etat : les étapes clés - Fédération Bancaire Française](#)

Coronavirus

BOITE A OUTILS – Trésorerie des TPE

26 mai 2020

Mesures mises en place par les établissements bancaires

Mesure 1 : Mise en place de procédures accélérées d'instruction de crédit pour les situations de trésorerie tendues, dans un délai de 5 jours et une attention particulière pour les situations d'urgence

La demande de prêt concerne aussi bien un plan de trésorerie qu'un prêt d'équipement. Les caractéristiques du prêt garanti par l'Etat vous sont détaillées à la mesure 4.

Comment faire ?

1°) Pour solliciter votre banquier rassemblez les éléments suivants :

- Motif de la demande du prêt : « Soutenir la trésorerie de l'entreprise dans cette période exceptionnelle notamment afin de rebondir après la crise »
- Extrait KBIS de moins de trois mois
- 2 derniers bilans (compte annuels ou liasses fiscales) ou attestation du comptable sur le CA 2019
- Statuts de l'entreprise
- Dernier avis d'imposition
- Extrait de compte
- L'entreprise qui vient d'être créée doit transmettre son plan de financement.

2°) Présenter votre plan de trésorerie

- Indiquez le montant sollicité
- Indiquez à quel moment l'entreprise sera à même de rembourser le prêt (selon quel échéancier : moins de 6 mois, plus de 6 mois...)
- Précisez la nature des encaissements et des décaissements sur la période (règlements clients, salaires, matières premières, ...)

3°) Faire connaître son carnet de commandes à dates.

- Indiquez les chantiers en cours d'achèvement
- Indiquez éventuellement les chantiers qui pourraient être réouverts dans les semaines à venir (reprise d'activité des salariés, accord des clients pour que le chantier redémarre...)
- Indiquez les devis en portefeuille

4°) S'appuyer sur la possibilité de faire une rapide analyse financière en utilisant l'outil mis en place par la Banque de France (cliquez sur le lien <https://entreprises.banque-france.fr/diagnostic-financier/le-produit-opale>) Cette solution permet de mieux préparer sa demande de financement et vous est expliquée à la mesure 6 .

5°) Complément d'information : N'hésitez pas à vous rapprocher préalablement de votre banquier afin de bien préparer votre rencontre en faisant le point sur toutes les informations à lui fournir.

Coronavirus

BOITE A OUTILS – Trésorerie des TPE

26 mai 2020

Mesure 2 : Suppression des pénalités et des coûts additionnels de reports d'échéances et de crédits des entreprises

Comment faire ?

- 1°) Vérifiez que des pénalités n'ont pas été prélevées sur votre compte suite au report des échéances de prêt professionnels (à partir du mois de mars 2020 l'échéance de prêt professionnel doit être reportée, et ce jusqu'au mois d'août 2020).
- 2°) Envoyez un courrier afin de demander que ces frais soient crédités sur votre compte.
- 3°) Effectuez un suivi, une fois par semaine, des frais qui sont prélevés sur votre compte.

Mesure 3 : Report jusqu'à six mois des remboursements de crédits pour les entreprises

Comment faire ?

- 1°) Vérifiez sur votre compte bancaire que les échéances pouvant être reportées, relatives à des prêts professionnels, n'ont pas été débitées aux mois de mars et d'avril.
- 2°) Rappelez votre banquier dans le cas où l'échéance de prêt a été présentée sur votre compte afin de demander le report cette échéance, comme les mesures gouvernementales le prévoient (cf. courrier-type en annexe, complémentaire de l'appel téléphonique au banquier)
- 3°) Appuyez-vous, le cas échéant, sur votre CAPEB départementale en cas de difficulté de report des échéances afin qu'elle vous mette en relation avec le médiateur du crédit.

L'Etat au travers de la banque publique d'investissement (BPI) sécurise votre découvert ou vos lignes court terme

Mesure 4 : Garantie de l'Etat sur les découverts accordés par la banque et prolongation des garanties classiques sur les crédits d'investissement en cas de réaménagement par la banque

Champ d'application de la garantie

- Garantie de votre découvert par l'Etat accordé par votre banque à hauteur de 90 % du montant (si votre banque le confirme sur une période de 12 à 18 mois).
- Garantie de votre emprunt par l'Etat octroyé par votre banque à hauteur de 90 % (pour les prêts de de 3 à 7 ans)

Coronavirus

BOITE A OUTILS – Trésorerie des TPE

26 mai 2020

Comment faire ?

Vous pouvez formuler votre demande de garantie en cliquant sur le lien suivant :

[BPIFRANCE MESURE DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES - CORONAVIRUS COVID-19](#)

Mesure 5 : La BPI apporte du cash directement aux entreprises et suspend ses échéances de prêts

Champ d'application

- Prêt Atout octroyé sur une durée de 3 à 5 ans avec un différé d'amortissement en capital jusqu'à 12 mois. Pas de caution du dirigeant. Le montant du prêt commence à partir de 50 000€ et est conçu pour financer un besoin de trésorerie ponctuel ou une augmentation exceptionnelle du besoin en fonds de roulement lié à la conjoncture [COVID-19].
- Possibilité de recourir à une procédure Daily avec les factures marchés publics et marchés privés.
- Pour les clients titulaires d'une ligne Avance +, la BPI propose un crédit de trésorerie supplémentaire pouvant atteindre 30% de l'autorisation de crédit Avance + déjà ouverte.
- Suspension du paiement des échéances des prêts accordés par Bpifrance à compter du 16 Mars.

Comment faire ?

1°) Identifiez-vous sur le site de la BPI en vous rendant dans votre espace (cliquez sur le lien suivant <https://bpifrance-creation.fr/>)

2°) Pour toute demande liée à un des points présentés ci-dessus, rendez-vous directement à la page suivante :

[BPIFRANCE MESURE DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES - CORONAVIRUS COVID-19](#)

3°) Vérifiez la bonne application de votre demande ; en cas de difficulté pour reporter les échéances de prêt se rapprocher de la Médiation du crédit.

Prêt garanti par l'Etat - PGE

Mesure 6 : Le prêt garanti par l'Etat (PGE)

Champ d'application

- Prêts octroyés entre le 16 mars 2020 inclus et le 31 décembre 2020 inclus.
- Les remboursements des prêts garantis par l'Etat s'effectueront après la première année du prêt (soit au bout de douze mois). Différé d'amortissement d'un an.

Coronavirus

BOITE A OUTILS – Trésorerie des TPE

26 mai 2020

- Aucune garantie personnelle du dirigeant ne peut être demandée (pas de caution personnelle du dirigeant).
- Le montant cumulé de ces prêts ne doit pas dépasser 25 % du chiffre d'affaires 2019 constaté ou 2 ans de masse salariale pour les entreprises en création.
- Toutes les entreprises sont éligibles à ce prêt peu importe le chiffre d'affaires, le statut juridique (entreprise individuelle ou société, sauf les sociétés civiles immobilières), la taille de l'effectif.
- Les banques s'engagent à octroyer à « prix coûtant » les prêts garantis par l'Etat. Concrètement, cela veut dire que le taux pour l'emprunteur est le taux dit de la ressource de la banque prêteuse, actuellement proche de 0% pour la première année, augmentée de la prime de garantie voire de la prime d'assurance si le chef d'entreprise souhaite prendre une assurance décès.
- L'entreprise demandeuse ne doit pas être en procédure collective au 31/12/2019 (procédure de sauvegarde, plan de redressement) ; en revanche si une procédure collective est ouverte depuis cette date, l'entreprise est éligible au PGE.
- La garantie prise par l'Etat (BPI) est, si votre entreprise a réalisé un chiffre d'affaires 2019 HT ou lors du dernier exercice inférieur à 50 M€ et si vous employez moins de 250 salariés, de :
 - 0,25 % la première année du montant du capital et des intérêts restants dus.
 - 0,50 % la deuxième année et troisième année du montant du capital et des intérêts restants dus.
 - 1 % les années 4,5,6 du montant du capital et des intérêts restants dus.

Comment faire ?

- 1°) Se rapprocher de sa banque pour effectuer une demande de prêt garanti par l'Etat muni des documents évoqués ci-après (Il est possible de faire une demande regroupant plusieurs prêts).
- 2°) Réaliser et transmettre son prévisionnel de trésorerie (encaissements et décaissements à venir). A titre, indicatif un plan de trésorerie-type est disponible en fin de document.
- 3°) Détailler le besoin de financement et la nature des difficultés liées au Covid-19 (arrêt des chantiers, disponibilité de la main-d'œuvre, impossibilité d'échelonner les paiements avec les fournisseurs...).
- 4°) Présenter les mesures prises pour consolider la trésorerie au sein de l'entreprise (ce document devra être complété par justificatifs de factures et d'échéance).

Exemple : L'entreprise a mis en place le dispositif de chômage partiel pour limiter les dépenses pendant la période difficile, report des charges salariales auprès de l'URSSAF pour les trois prochains mois, report des échéances de prêt professionnel mis en place auprès de la banque pour les six prochains mois. Ces actions vont rassurer votre banquier.

- 5°) Indiquer au banquier si d'autres banques ont été sollicitées pour instruire ce prêt garanti par l'Etat (si vous avez contacté plusieurs banques) ainsi que les montants demandés.

Coronavirus

BOITE A OUTILS – Trésorerie des TPE

26 mai 2020

6°) Remettre au banquier, dans l'hypothèse où vous n'avez pas votre liasse fiscale 2019, une attestation du comptable ou tout justificatif du chiffre d'affaires 2019.

7°) Réceptionnez le pré-accord du prêt garanti par l'Etat transmis par la Banque (après examen des critères d'éligibilité de l'entreprise).

8°) Se connecter sur la plateforme <https://attestation-pge.bpifrance.fr/description> afin d'obtenir un identifiant unique et de le communiquer ensuite à sa banque.

Pour ce faire l'entreprise fournit, au moment de la demande d'attestation sur la plateforme, son numéro SIREN, le montant du prêt bancaire et le nom de l'agence bancaire.

Attention : pendant le premier mois du dispositif l'entreprise ne pourra obtenir qu'un seul numéro unique, il faut donc qu'elle ne demande cet identifiant qu'après avoir obtenu un pré-accord de la part de la banque.

9°) Réceptionnez l'accord de son prêt suite à la confirmation du numéro unique par BPI France (l'argent est disponible le compte environ quinze jours après la demande de crédit).

A noter : Les banques s'engagent à ne pas demander de documentation excessive de la part des entreprises, notamment s'agissant de projections de revenus sur les mois à venir qui seraient particulièrement difficiles à fournir dans le contexte actuel, et s'engagent à instruire les demandes de prêt sur les connaissances préexistantes de leurs clients.

Dispositif exceptionnel mis en place par la Banque de France pour soutenir les TPE dans la crise

Mesure 7 : Proposition d'une analyse financière gratuite

Pourquoi ?

Pour faciliter les échanges de chaque entreprise en difficulté avec ses partenaires financiers (banquiers, assureurs crédit, fournisseurs) disposer d'un rapport de synthèse qui démontrera le caractère ponctuel des difficultés rencontrées et d'une comparaison avec son secteur d'activité.

Qui peut y accéder ?

Toute entreprise qui a 2 exercices comptables successifs avec des liasses fiscales au format standard. Cette disposition concerne les entreprises qui réalisent un CA HT de :

- 789.000 euros pour les activités d'achat-revente, de vente à consommer sur place et de fourniture de logement ;
- 238.000 euros pour les activités de prestations de services.

Les entreprises individuelles ne bénéficient pas de ce service.

Coronavirus

BOITE A OUTILS – Trésorerie des TPE

26 mai 2020

Comment faire ?

1°) Se connecter sur le site internet <https://entreprises.banque-france.fr/diagnostic-financiers/le-produit-opale>. Le dirigeant est invité à suivre les étapes pour vérifier l'éligibilité d'une mise à disposition du diagnostic en ligne.

2°) Se connecter au site France Connect (transmis par la Banque de France) afin d'obtenir gratuitement le rapport concernant son entreprise

Pour rappel le site France Connect sert à déposer le bilan comptable de l'entreprise en toute sécurité.

3°) Autre possibilité pour obtenir son rapport : contacter le correspondant TPE-PME de son département : par téléphone N° national : 0800 08 320 80 ou par courriel : TPMExx@banque-france.fr (xx= N° de département) en mentionnant « DIAGNOSTIC BDF – COVID 19 »

Pour information la CAPEB a signé il y a trois ans la convention correspondant TPE. Chaque CAPEB départementale dispose des coordonnées du correspondant TPE de la banque de France. Si vous ne vous rappelez plus des coordonnées du correspondant TPE le tableau ci-dessous liste les noms des référents Banque de France sur l'ensemble du territoire ainsi que les noms des référents CAPEB.

Correspondants TPE

Un numéro vert : **0 800 08 32 08**

Adresse mail : TPEnumérodedépartement@banque-France.fr

Exemple : TPE06@banque-france.fr pour joindre le correspondant TPE des Alpes-Maritimes

| Région | Code | Département | Succursale | Correspondant | Ligne directe |
|--------------------|------|--------------------|----------------------|----------------------|----------------|
| GRAND-EST | 8 | Ardennes | Charleville-Mézières | Jean-Paul ROULAND | 03.24.33.69.92 |
| | 10 | Aube | Troyes | Daniel MURTAS | 03.25.42.72.52 |
| | 51 | Marne | Reims | David FOUET | 03.26.89.52.34 |
| | 52 | Haute-Marne | Chaumont | Dominique BESOMBES | 03.25.30.31.27 |
| | 54 | Meurthe-et-Moselle | Nancy | Catherine KUBITZ | 03.83.84.37.16 |
| | 55 | Meuse | Bar-le-Duc | Alexis LOUNIS | 03.29.45.71.11 |
| | 57 | Moselle | Metz | Laurent BAUDINET | 03.87.39.94.18 |
| | 67 | Bas-Rhin | Strasbourg | Yves PEPIN | 03.88.52.05.34 |
| | 68 | Haut-Rhin | Mulhouse | Marie Claire STAQUET | 03.89.66.95.01 |
| | 88 | Vosges | Epinal | Eric BODSON | 03.29.64.41.05 |
| NOUVELLE-AQUITAINE | 16 | Charente | Angoulême | Nicolas GARCIA | 05.45.97.60.31 |
| | 17 | Charente-Maritime | La Rochelle | Jean-Luc EUZEBY | 05.46.51.48.05 |

Coronavirus

BOITE A OUTILS – Trésorerie des TPE

26 mai 2020

| Région | Code | Département | Succursale | Correspondant | Ligne directe |
|-------------------------|------|-----------------------|------------------|-------------------------|----------------|
| N | 19 | Corrèze | Tulle | Fabrice BUGNON-MURYS | 05.55.29.99.11 |
| | 23 | Creuse | Gueret | Pascal PEYNOT | 05.55.41.80.04 |
| | 24 | Dordogne | Périgueux | Catherine RAYMOND | 05.53.03.30.32 |
| | 33 | Gironde | Bordeaux | Jean-Marc LABORIE | 05.56.00.29.61 |
| | 40 | Landes | Mont-de-Marsan | Michel HUM | 05.58.05.71.75 |
| | 47 | Lot-et-Garonne | Agen | Didier LAVIGNE | 05.53.69.54.52 |
| | 64 | Pyrénées-Atlantiques | Pau | Philippe BIGOT | 05.59.82.28.02 |
| | 79 | Deux-Sèvres | Niort | Valérie RAFIN | 05.49.06.62.65 |
| | 86 | Vienne | Poitiers | Frédéric PETORIN | 05.49.55.88.10 |
| | 87 | Haute-Vienne | Limoges | Jean-Paul BRANCAZ | 05.55.11.53.29 |
| AUVERGNE-RHONE-ALPES | 1 | Ain | Bourg-en-Bresse | Guy MARTIN | 04.74.32.75.40 |
| | 3 | Allier | Moulins | José REINA | 04.70.48.32.72 |
| | 7 | Ardèche | Prives | Pierre MARCINKOWSKI | 04.75.66.15.05 |
| | 15 | Cantal | Aurillac | Thierry MOISSINAC | 04.71.46.24.94 |
| | 26 | Drôme | Valence | Christian POTTIER | 04.75.79.73.79 |
| | 38 | Isère | Grenoble | Arthur PEES | 04.76.86.95.78 |
| | 42 | Loire | Saint-Etienne | Lise GANDRILLE-TALARICO | 04.77.43.45.15 |
| | 43 | Haute-Loire | Le Puy-en-Velay | Yves VIATTE | 04.71.02.98.22 |
| | 63 | Puy-de-Dôme | Clermont-Ferrand | Christine LABROUSSE | 04.73.40.69.55 |
| | 69 | Rhône-Alpes | Lyon | Frédéric SALLIOT | 04.72.41.24.93 |
| | 73 | Savoie | Chambéry | Bénédicte BOSONNET | 04.79.69.83.36 |
| | 74 | Haute-Savoie | Annecy | Philippe AZEMA | 04.50.33.00.39 |
| | 89 | | | | |
| BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE | 21 | Côte-d'Or | Dijon | Marianne COUGET | 03.80.50.41.61 |
| | 25 | Doubs | Besançon | Sandrine STEIN | 03.81.65.21.71 |
| | 70 | Haute-Saône | Vesoul | François FERNANDEZ | 03.84.75.97.99 |
| | 39 | Jura | Lons-le-Saunier | Martial LAURENCY | 03.84.87.21.52 |
| | 58 | Nièvre | Nevers | Stéphane Le CARDINAL | 03.86.59.77.41 |
| | 71 | Saône-et-Loire | Macon | Philippe PORCHERET | 03.85.42.50.38 |
| | 90 | Territoire de Belfort | Belfort | Michel PHILIPPE | 03.84.57.54.02 |
| | 89 | Yonne | Auxerre | Ouidad LAGRIMI | 03.86.51.87.19 |
| | 90 | | | | |
| BRETAGNE | 22 | Côtes-d'Armor | Saint-Brieuc | Catherine REGNAULT | 02.96.62.59.86 |
| | 29 | Finistère | Quimper | Jean-Hugues BOURDON | 02.98.90.86.06 |
| | 35 | Ille-et-Vilaine | Rennes | Yannick PICOUT | 02.99.25.12.24 |
| | 56 | Morbihan | Vannes | Frédéric CASTEL | 02.97.54.43.24 |

Coronavirus

BOITE A OUTILS – Trésorerie des TPE

26 mai 2020

| Région | Code | Département | Succursale | Correspondant | Ligne directe |
|---------------------|------|---------------------|------------------|----------------------|----------------|
| CENTRE-VAL DE LOIRE | 41 | Loir-et-Cher | Blois | Loup SEMLER-COLLIERY | 02.54.55.44.02 |
| | 18 | Cher | Bourges | Maryse DAIN | 02.48.21.50.77 |
| | 28 | Eure-et-Loir | Chartres | Patrick MUMPERT | 02.37.91.59.27 |
| | 36 | Indre | Châteauroux | Denis MARECHAL | 02.54.60.55.03 |
| | 45 | Loiret | Orléans | Sylvie BROCHIER | 02.38.77.78.69 |
| | 37 | Indre-et-Loire | Tours | Marie SALVY | 02.47.60.24.20 |
| CORSE | 2A | Corse-du-Sud | Ajaccio | Dominique BALDACCI | 04.95.51.72.67 |
| | 2B | Haute-Corse | Bastia | Xavier LE MOING | 04.95.32.82.16 |
| ILE DE FRANCE | 75 | Paris | Bastille | Geneviève GOURBEIX | 01 44 61 15 36 |
| | 77 | Seine-et-Marne | Melun | Xavier CAMBIER | 01.64.87.67.07 |
| | 78 | Yvelines | Versailles | Danièle KOUBI | 01.39.24.55.08 |
| | 91 | Essonne | Evry | Christophe CARUELLE | 01.69.36.56.02 |
| | 92 | Hauts-de-Seine | PLD | Maurice OMS | 01.46.41.17.29 |
| | 93 | Seine-Saint-Denis | Saint-Denis | Philippe TREGUER | 01.48.13.35.50 |
| | 94 | Val-de-Marne | Créteil | Jean-Michel DINAND | 01.45.13.51.77 |
| | 95 | Val-d'Oise | Cergy | Didier MOUCHART | 01.64.80.28.02 |
| | | | | | |
| OCCITANIE | 9 | Ariège | Foix | Isabelle BAUZA | 05.61.65.71.39 |
| | 11 | Aude | Carcassonne | Valérie GRANGE | 04.68.11.40.57 |
| | 12 | Aveyron | Rodez | Sabine CASAS | 05.65.73.38.17 |
| | 30 | Gard | Nîmes | Frédéric AMPHOUX | 04.66.76.82.18 |
| | 32 | Gers | Auch | Patrick LEHUGEUR | 05.62.61.65.30 |
| | 31 | Haute-Garonne | Toulouse | Frédéric VIGIE | 05.61.61.36.00 |
| | 65 | Hautes-Pyrénées | Tarbes | Lionel ROLAND | 05.62.44.25.62 |
| | 66 | Pyrénées-Orientales | Perpignan | Luc SURROCA | 04.68.51.61.20 |
| | 34 | Hérault | Montpellier | Vincent MASSOL | 04.67.06.79.58 |
| | 46 | Lot | Cahors | Philippe LAC | 05.65.23.24.30 |
| | 48 | Lozère | Mende | Catherine SALANSON | 04.66.65.72.45 |
| | 81 | Tarn | Albi | Anne-Marie ROBLES | 05.63.49.49.61 |
| | 82 | Tarn-et-Garonne | Montauban | Joëlle DELON | 05.63.21.82.20 |
| | | | | | |
| HAUTS DE France | 2 | Aisne | Laon | Pascal EGOT | 03.23.27.38.22 |
| | 59 | Nord | Lille | Marie DELPOINTE | 03.27.28.47.43 |
| | 60 | Oise | Compiègne-DD | Jean-Claude DARAS | 03.44.38.31.01 |
| | 62 | Pas-de-Calais | Boulogne-sur-Mer | Françoise WHEATLEY | 03.21.99.20.43 |
| | 80 | Somme | Amiens | Didier CHATELAIN | 06 25 08 97 12 |

Coronavirus

BOITE A OUTILS – Trésorerie des TPE

26 mai 2020

| Région | Code | Département | Succursale | Correspondant | Ligne directe |
|---------------|------|-------------------------|------------------|---------------------------|----------------|
| NORMANDIE | 14 | Calvados | Caen | Catherine LAZZAROTTI | 02 31 38 33 20 |
| | 27 | Eure | Evreux | Jean-Luc DAVID | 02.32.30.36.24 |
| | 50 | Manche | Saint-Lô | Jean-François BOURSIER | 02.33.75.63.75 |
| | 61 | Orne | Alençon | Stéphane LE GARREC | 02.33.82.58.52 |
| | 76 | Seine-Maritime | Rouen | Caroline CASTELNAU | 02.35.52.78.20 |
| PAYS DE LOIRE | 44 | Loire-Atlantique | Nantes | Vickie PAJON-DELEMAZURE | 02.40.12.53.04 |
| | 49 | Maine-et-Loire | Angers | Eric VOITURET | 02.41.24.25.20 |
| | 53 | Mayenne | Laval | Thierry DEROIN | 02.43.68.44.80 |
| | 72 | Sarthe | Le Mans | Mireille D'HALLUIN | 02.43.74.74.06 |
| | 85 | Vendée | La Roche-Sur-Yon | Thierry FREDON | 02.51.24.24.40 |
| PACA | 4 | Alpes-de-Haute-Provence | Digne | Francis BOURLE | 04.92.36.70.36 |
| | 5 | Hautes-Alpes | Gap | Nathalie SIALVE | 04.92.52.50.07 |
| | 6 | Alpes-Maritimes | Nice | Jacqueline COSTA DA SILVA | 04.93.13.54.41 |
| | 13 | Bouches-du-Rhône | Marseille | Frédéric BUDAIL | 04.91.04.10.76 |
| | 83 | Var | Toulon | François-Noël JEAMBRUN | 04.94.09.54.03 |
| | 84 | Vaucluse | Avignon | Béatrice DENUNCQ | 04.90.80.43.58 |

| REGIONS CAPEB | Codes | SYNDICATS CAPEB | NOM PRENOM | LIGNE DIRECTE | MAIL |
|----------------------|-------|-----------------|---------------------|----------------|-------------------------------------|
| AUVERGNE-RHONE-ALPES | 01A | AIN | BOST Philippe | 04 74 23 19 50 | eco@capeb-ain.fr |
| | 03B | ALLIER | MERCIER Catherine | 04 70 44 71 02 | capeb.allier@orange.fr |
| | 07A | ARDECHE | BARRUYER Laurent | 04 75 86 01 10 | l.barryer@capeb-ardeche.fr |
| | 15A | CANTAL | | | |
| | 26A | DROME | CLAIR Catherine | 04 75 02 14 14 | capebdrome@capebdrome.com |
| | 38A | ISERE | | | |
| | 42A | LOIRE | GALLET Gilles | 04 77 92 11 38 | g.gallet@capeb-loire.fr |
| | 43A | HAUTE LOIRE | MOURLAIX Monique | 04 71 09 11 68 | contact@capeb43.fr |
| | 63A | PUY DE DOME | PROERES Jean-Marc | 04 73 25 71 71 | jm.proeres@capeb63.fr |
| | 69A | RHONE | CARPENTIER Anthony | 04 72 85 77 10 | a.carpentier@capeb-rhone.fr |
| | 73A | SAVOIE | SAFRAND-LOUP Joelle | 04 79 62 76 01 | joelle.safrand-loup@capeb-savoie.fr |
| | 74A | HAUTE-SAVOIE | VEIGA Sandrine | 04 50 66 16 45 | sandrine@capeb74.fr |

Coronavirus

BOITE A OUTILS – Trésorerie des TPE

26 mai 2020

| REGIONS CAPEB | Codes | SYNDICATS CAPEB | NOM PRENOM | LIGNE DIRECTE | MAIL |
|-------------------------|-------|--------------------------------|-------------------------|----------------|-----------------------------------|
| BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE | 21A | COTE D'OR | LEMAIRE David | 03 80 52 66 88 | dlemaire@capeb21.fr |
| | 25A | DOUBS | TREFOUEL Cédric | 06 61 56 48 40 | cedric.trefouel@capeb-doubs.fr |
| | 39A | JURA | BARD Paul-Henri | 06 34 36 20 42 | paul-henri.bard@capeb-jura.fr |
| | 58A | NIEVRE | THOMAS Sébastien | 06 59 84 59 14 | capebnievre@wanadoo.fr |
| | 70A | HAUTE SAONE | MOREL Gilles | 03 84 75 20 15 | secretaire.general@capeb70.fr |
| | 71A | SAONE ET LOIRE | LEBLANC Emmanuel | 03 85 90 97 70 | e.leblanc@capeb71.fr |
| | 89A | YONNE | RICHARD Jean-Pierre | 06 85 08 58 05 | idrepp@orange.fr |
| | 90A | TERRITOIRE DE BELFORT | MOREL Gilles | 03 84 22 29 29 | secretaire.general@capeb90.fr |
| BRETAGNE | 22A | COTES D'ARMOR | LE GUERN Pascal | 02 96 61 61 80 | plg@capeb22.fr |
| | 29A | FINISTERE | TETU Christophe | 02 98 95 68 49 | c.tetu@capeb-finistere.fr |
| | 35A | ILLE ET VILAINE | MICHEL Serge | 02 99 53 47 47 | serge.michel@capeb35.fr |
| | 56A | MORBIHAN | LE RAY Philippe | 06 32 15 17 61 | philippe.leray@usam.fr |
| CENTRE-VAL-DE-LOIRE | 18A | CHER | CARTON Richard | 06 30 35 62 85 | president.capeb18@orange.gr |
| | 28A | EURE ET LOIR | GRATTEPANCHE Anne-Laure | 02 37 88 18 30 | secretaire.generale@capeb28.fr |
| | 36A | INDRE | GONZALEZ Alain | 02 54 08 56 76 | capeb-indre@wanadoo.fr |
| | 37A | INDRE ET LOIRE | | | |
| | 41A | LOIR ET CHER | | | |
| | 45A | LOIRET | | | |
| GRAND EST | 08A | ARDENNES | TAVERNIER Nathalie | 06 18 40 36 10 | direction@capebardennes.fr |
| | 10A | AUBE | FAVIN Nicolas | 03 25 76 27 81 | direction@capeb10.fr |
| | 51A | MARNE | DOLIGNON Karine | 03 26 85 72 91 | k.dolignon@capebmarne.fr |
| | 52A | HAUTE MARNE | DESNOUVAUX Didier | 03 25 35 04 20 | d.desnouvaux@capeb-haute-marne.fr |
| | 54A | MEURTHE ET MOSELLE | | | |
| | 55A | MEUSE | RAOUL David | 03 29 76 18 09 | direction@capeb55.fr |
| | 57A | MOSELLE | ZARDOURI Marie-Hélène | 03 87 16 24 85 | mariehelene@capeb57.fr |
| | 67A | BAS-RHIN | | | |
| | 68A | HAUT RHIN Centre Alsace Colmar | | | |
| | 68B | HAUT RHIN Sud Alsace Mulhouse | | | |
| | 88A | VOSGES | HOUOT Angélique | 03 29 31 85 72 | a.houot@capeb88.fr |
| | 02A | AISNE | | | |

Coronavirus

BOITE A OUTILS – Trésorerie des TPE

26 mai 2020

| REGIONS CAPEB | Codes | SYNDICATS CAPEB | NOM PRENOM | LIGNE DIRECTE | MAIL |
|--------------------|-------|---|---------------------------------|----------------|--|
| HAUTS-DE-France | 59A | NORD | DUFOUR Nicolas | 06 08 86 97 90 | ndufour@capeb-nord.fr |
| | 60A | OISE | Lucie BOITEL | 03 44 05 03 42 | lucie.boitel@capeb60.fr |
| | 62A | PAS DE CALAIS | LALAU Pascal | 06 07 18 62 42 | plalau@capeb62.fr |
| | 80A | SOMME | LEFEVRE Catherine | 03 60 12 72 20 | c.lefevre@capeb80.info |
| ILE DE France | 75B | GRAND PARIS (75-92-93-94) | LABAUDINIERE Carole | 01 53 20 69 74 | carole.labaudiniere@capeb-grandparis.fr |
| | 95A | GRANDE COURONNE ILE-DE-France (77-78-91-95) | DIANTONY Audrey | 01 69 17 15 00 | audrey.diantony@capeb-grandecouronne.fr |
| NORMANDIE | 14A | CALVADOS | CORBEL Sylvie | 02 31 44 28 42 | sylvie.corbel@capeb-calvados.fr |
| | 27A | EURE | AUVRAY Jean Daniel | 02 32 23 50 50 | jd.auvray@wanadoo.fr |
| | 50A | MANCHE | SAVARY Eric | 02 33 19 10 60 | contact@capeb50.fr |
| | 61A | ORNE | LAPERCHE Thierry | 06 30 72 19 05 | tlaperche.capeb61@yahoo.com |
| | 76A | SEINE MARITIME | BERARD Frédéric | 02 35 69 17 17 | frederic.berard@capeb76.fr |
| NOUVELLE AQUITAINE | 16A | CHARENTE | LEOBET David | 05 45 95 00 91 | d.leobet@capeb16.fr |
| | 17A | CHARENTE MARITIME | DELACHAISE Fabienne | 05 46 50 01 15 | fabienne.delachaise@capeb-charente-maritime.fr |
| | 19A | CORREZE | FREDON Jean-Claude | 06 75 09 53 87 | confort.2000@wanadoo.fr |
| | 23A | CREUSE | BISSON Nadège | 05 55 51 18 58 | secretariat@capeb23.fr |
| | 24A | DORDOGNE | TOURNIER Magali | 06 71 97 60 13 | magali.tournier@capeb24.fr |
| | 33A | GIRONDE | DUGAS SONIA | 05 56 11 70 75 | sonia.dugas@capeb33.fr |
| | 40A | LANDES | CORBI François | 05 58 75 60 99 | contact@capeb-landes.fr |
| | 47A | LOT ET GARONNE | FELTRE Bruno | 05 53 36 82 72 | sarlfeltre@wanadoo.fr |
| | 64A | PYRENEES ATLANTIQUES Pays Basque | PEANT Laurence | 06 75 42 33 37 | capeb64.laurence@capeb64.fr |
| | 64B | PYRENEES ATLANTIQUES Béarn et Soule | | | |
| | 79A | DEUX SEVRES | CHANTECAILLE-BEAUMONT Véronique | 05 49 24 50 12 | v.beaumont@capeb79.fr |
| | 86A | VIENNE | LABRUNIE Benoit | 05 49 61 00 99 | contact@capeb86.fr |
| | 87A | HAUTE-VIENNE | CHIMOL Benjamin | 05 55 77 92 20 | sg@capeb87.fr |
| OCCITANIE | 09A | ARIEGE | CHARIERAS Pascal | 05 34 09 81 82 | contact@upa09.fr |
| | 11A | AUDE | CHAMAILLARD Frédéric | 04 30 51 23 03 | frederic.chamaillard@capeb-aude.fr |
| | 12A | AVEYRON | TERRAL Marina | 05 65 42 39 39 | formationcapeb12@wanadoo.fr |

Coronavirus

BOITE A OUTILS – Trésorerie des TPE

26 mai 2020

| REGIONS CAPEB | Codes | SYNDICATS CAPEB | NOM PRENOM | LIGNE DIRECTE | MAIL |
|------------------|---------|---------------------|----------------------|----------------|---------------------------------------|
| MID-OR | 30A | GARD | BARRE Stéphanie | 04 66 28 87 87 | formation@capeb30.fr |
| | 31A | HAUTE GARONNE | ZINDEL Antoine | 05 61 99 57 85 | a.zindel@capeb31.com |
| | 32A | GERS | SORBADERE Guy | 06 84 81 00 59 | guy.lahitte@outlook.fr |
| | 34A | HERAULT | CHRISTOL Pascal | 04 99 77 22 83 | pascal.christol@capeb-herault.fr |
| | 46A | LOT | COSNEAU Frédéric | 05 65 35 08 01 | f.cosneau@upa46.fr |
| | 48A | LOZERE | BARRIAL Sophie | 07 86 53 70 88 | sophie@capeb48.fr |
| | 65A | HAUTES PYRENEES | SANGAN Sonia | 05 62 34 30 08 | contact@capeb65.fr |
| | 66A | PYRENEES ORIENTALES | | | |
| | 81A | TARN | FABBRO Philippe | 05 63 49 82 10 | president.capeb@gmail.com |
| | 82A | TARN ET GARONNE | AUGE Stéphane | 05 63 03 86 00 | s.auge@capeb82.fr |
| PACA-CORSE | 04A-05A | ALPES DURANCE | FAYET Michel | 04 92 32 00 90 | formation@capebalpesdurance.fr |
| | 06A | ALPES MARITIMES | FOURESTIER Sylvère | 04 93 19 08 34 | s.fourestier@capeb-alpes-maritimes.fr |
| | 13A | BOUCHES DU RHONE | BARROIS Pascale | 49 13 23 33 45 | sg@capeb.fr |
| | 20A | CORSE DU SUD | ANTONINI Marie Josée | 04 95 23 53 13 | capeb2a@gmail.com |
| | 20B | HAUTE CORSE | GERMANI Guy | 06 85 92 77 46 | guy.germani@free.fr |
| | 83A | VAR | BO Martine | 04 94 14 72 62 | m.bo@capeb83.fr |
| | 84A | VAUCLUSE | PIHAN Olivier | 04 90 13 32 70 | sg@capeb.84.fr |
| PAYS DE LA LOIRE | 44A | LOIRE ATLANTIQUE | Andréa LEMASSON | 02 40 89 71 47 | secretaire.general@capeb44.fr |
| | 49A | MAINE ET LOIRE | HAMON Gilles | 02 41 36 83 61 | gilles.hamon@capeb49.fr |
| | 53A | MAYENNE | MARQUAND Dominique | 02 43 49 09 07 | dominique.marquand@capeb-mayenne.fr |
| | 72A | SARTHE | FOURCAULT Olivier | 02 43 52 05 24 | o.fourcault@capeb-sarthe.fr |
| | 85A | VENDEE | GUILLET Elise | 02 51 62 38 74 | elise.gUILLET@capeb-vendee.fr |
| DOM-TOM | 971 | GUADELOUPE | | | |
| | 972 | MARTINIQUE | | | |
| | 974 | REUNION | | | |
| | 976 | MAYOTTE | | | |

Coronavirus

BOITE A OUTILS – Trésorerie des TPE

26 mai 2020

Fonds de solidarité

Mesure 8 : Volet 1 du Fonds de solidarité pour aider les TPE

NOUVEAUTE : A compter du mois d'avril le gouvernement étend le bénéfice du fonds de solidarité aux entreprises créées en février 2020 et à celles dont le dirigeant a perçu moins de 1 500 € de pension de retraite ou d'indemnités journalières durant le mois considéré. Le fonds de solidarité est également étendu au mois de mai et touche de nouvelles catégories de bénéficiaires.

Champ d'application

Quels sont les critères pour bénéficier de ce fonds de solidarité ?

Sont concernés par cette aide pouvant aller jusqu'à 1 500 €, les commerçants, artisans, quel que soit leur statut (société, entrepreneur individuel...) et leur régime fiscal et social (y compris micro entrepreneurs) ayant :

- un effectif inférieur ou égal à 10 salariés ;
- un chiffre d'affaires sur le dernier exercice clos inférieur à 1 000 000 euros ;
- un bénéfice imposable inférieur à 60 000 euros.

L'entreprise ne doit pas être en liquidation judiciaire au 1er mars 2020. Les entreprises en redressement judiciaire et celles en procédure de sauvegarde pourront également bénéficier du fonds de solidarité.

L'entreprise doit avoir débutée son activité avant le 1er février 2020 pour l'aide au titre du mois de mars (1er mars pour les aides au titre des mois d'avril et de mai)

Quelles sont les conditions d'attribution de cette aide financière ?

Pour bénéficier de l'aide au titre du mois de mars : La baisse de chiffre d'affaires doit correspondre à une différence d'au moins 50% entre le mois de Mars 2019 et le mois de Mars 2020. A noter que si votre entreprise a été créée après le 01 er Mars 2019 vous devez comparer le chiffre d'affaires mensuel moyen entre la date de création de l'entreprise et le 29 Février 2020.

Pour bénéficier de l'aide au titre du mois d'avril : la perte du chiffre d'affaires est calculée soit par rapport au CA de la même période en 2019, soit, si l'entreprise le souhaite, par rapport au chiffre d'affaires mensuel moyen sur 2019.

Pour bénéficier de l'aide au titre du mois de mai : la perte du chiffre d'affaires est calculée soit par rapport au CA de la même période en 2019, soit, si l'entreprise le souhaite, par rapport au chiffre d'affaires mensuel moyen sur 2019.

Coronavirus

BOITE A OUTILS – Trésorerie des TPE

26 mai 2020

Ne sont pas éligibles à ce dispositif :

- Les entreprises dont le dirigeant est titulaire d'un contrat de travail à temps complet au 1er mars 2020.
- Au titre des pertes du mois de mars 2020, les entreprises dont le dirigeant a bénéficié, au titre du mois de mars 2020, d'une pension de retraite ou d'indemnités journalières de sécurité pour un montant total supérieur à 800 euros.
- Les entreprises dont le dirigeant a bénéficié, au titre des mois d'avril ou de mai 2020, d'un montant total de pensions de retraite ou d'indemnités journalières de sécurité sociale supérieur à 1 500 euros.

A noter que si votre entreprise a été créée après le 1er avril 2019, pour l'aide au titre du mois d'avril, le chiffre d'affaire retenu pour la base de calcul correspond à la moyenne des CA réalisés sur la période entre la date de création de l'entreprise et le 29 février 2020.

A noter que si votre entreprise a été créée après le 1er mai 2019, pour l'aide au titre du mois de mai, le chiffre d'affaire retenu pour la base de calcul correspond à la moyenne des CA réalisés sur la période entre la date de création de l'entreprise et le 29 février 2020.

Comment calculer son chiffre d'affaires ?

Le premier volet permet à l'entreprise de bénéficier d'une aide d'un montant égal à la perte déclarée de chiffre d'affaires en mars et avril 2020, dans la limite de 1 500 euros. La référence pour le calcul de la perte de chiffre d'affaires est précisée dans le tableau ci-dessous :

Au titre du mois d'avril 2020 :

| | |
|--|--|
| Entreprises existantes au 1 ^{er} avril 2019 | Chiffre d'affaires du mois d'avril 2019 <i>Ou, au choix de l'entreprise</i> Chiffre d'affaires mensuel moyen de l'année 2019 |
| Entreprises créées après le 1 ^{er} avril 2019 | Chiffre d'affaires mensuel moyen entre la date de création et le 29 février 2020 |
| Entreprises créées après le 1 ^{er} février 2020 | Chiffre d'affaires réalisé en février 2020 et ramené sur un mois |

Au titre du mois de mai 2020 :

| | |
|--|---|
| Entreprises existantes au 1 ^{er} mai 2019 | Chiffre d'affaires du mois de mai 2019 <i>Ou, au choix de l'entreprise</i> Chiffre d'affaires mensuel moyen de l'année 2019 |
| Entreprises créées après le 1 ^{er} mai 2019 | Chiffre d'affaires mensuel moyen entre la date de création et le 29 février 2020 |
| Entreprises créées après le 1 ^{er} février 2020 | Chiffre d'affaires réalisé en février 2020 et ramené sur un mois |

Coronavirus

BOITE A OUTILS – Trésorerie des TPE

26 mai 2020

Quel est le montant de la subvention ?

Les entreprises ayant subi une perte de chiffre d'affaires supérieure ou égale à 1500 euros peuvent percevoir une subvention d'un montant forfaitaire de 1500 euros.

Les entreprises ayant subi une perte de chiffre d'affaires inférieure à 1500 euros perçoivent une subvention égale au montant de cette perte.

Comment demander l'aide du fonds de solidarité ?

1°) Vous avez huit étapes à réaliser pour demander le premier volet du fonds de solidarité. Avant de commencer la procédure munissez-vous de votre RIB, de votre numéro SIREN, votre numéro SIRET et du montant du chiffre d'affaires réalisé sur la période concernée. Vous remplirez ensuite une déclaration sur l'honneur et vous indiquerez le montant de l'aide demandée. Reportez-vous aux tableaux ci-dessus présents dans la rubrique : « Comment calculer son chiffre d'affaires ? » pour connaître le montant de votre chiffre d'affaires pour les mois de mars, avril et mai 2019.

2°) Depuis le 3 avril 2020, toutes les entreprises éligibles peuvent recevoir l'aide de 1 500 € défiscalisée versée au titre du mois de mars en utilisant le formulaire spécifique de la messagerie sécurisée accessible depuis votre espace « Particuliers » sur le site impots.gouv.fr.

3°) Sélectionner l'outil « écrire » dans le menu déroulant : « Je demande l'aide aux entreprises fragilisées par l'épidémie Covid-19 » (voir copie d'écran ci-dessous après les dates de mise en application du dispositif).

3°) Depuis le 1^{er} mai, pour bénéficier de l'aide de fonds de solidarité pour le mois d'avril une simple déclaration suffit en allant sur le site des impôts - impots.gouv.fr (pour recevoir une aide défiscalisée allant jusqu'à 1 500 € au titre du mois d'avril)

4°) Dès le 1^{er} juin, pour bénéficier de l'aide de fonds de solidarité au titre du mois de Mai en se rendant dans votre espace particulier sur le site des impôts- impots.gouv.fr.

Coronavirus

BOITE A OUTILS – Trésorerie des TPE

26 mai 2020



Mon espace particulier

[impots.gouv.fr](https://www.impots.gouv.fr)

un site de la direction générale des finances publiques

Tableau de bord

Prélèvement à la source

Paiements

Documents

Simulatio

Tableau de bord > [Messagerie sécurisée](#)

Mes échanges

Mes échanges

Écrire ▾

Mes brouillons

Mes coordon

N°

Aucune demande

- Je signale un changement de situation personnelle
- ▶
- J'ai besoin de justificatifs
- ▶
- J'ai une question générale sur le prélèvement à la source
- ▶
- Je signale une erreur sur le montant qui m'a été prélevé à la source
- ▶
- J'ai un problème concernant le paiement de mes impôts
- ▶
- Je signale une erreur sur le calcul de mon impôt
- ▶
- J'ai reçu une relance pour non dépôt de ma déclaration de revenus
- ▶
- Je pose une autre question/J'ai une autre demande
- ▶
- Je demande l'aide aux entreprises fragilisées par l'épidémie Covid-19
- ▶

Canal

Sta

10 ▾

Mesure 9 : Volet 2 du fonds de solidarité pour aider les TPE

Champ d'application

À partir du 15 avril 2020, une aide complémentaire comprise entre 2 000 € et 5 000 €, en fonction du chiffre d'affaires notamment, est mobilisable à travers un deuxième volet.

Le second volet permet aux artisans de percevoir une aide complémentaire forfaitaire pouvant aller jusqu'à 5 000 €. Cette mesure complémentaire s'applique lorsque l'entreprise

- a bénéficié du premier volet du fonds (les 1 500 € ou moins) ;
- se trouve dans l'impossibilité de régler ses dettes exigibles à trente jours et le montant de leurs charges fixes, y compris les loyers commerciaux ou professionnels, dues au titre des mois de mars et avril 2020 ;

Coronavirus

BOITE A OUTILS – Trésorerie des TPE

26 mai 2020

- a vu sa demande d'un prêt de trésorerie faite depuis le 1^{er} mars 2020, auprès d'une banque dont elle était cliente à cette date, refusée ou restée sans réponse passé un délai de dix jours ;
- emploie, au 1^{er} mars 2020, au moins un salarié en contrat à durée indéterminée ou déterminée.

NB : L'entreprise en redressement judiciaire est éligible à ce fonds de solidarité.

Quelle est la nature de l'aide ?

A titre d'exemple, pour la région Ile-de-France le montant de l'aide s'élève :

- **à 2 000 €** pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires (CA) constaté lors du dernier exercice clos inférieur à 200 000 € ;
- **à 3 500 €**, pour les entreprises ayant un CA constaté lors du dernier exercice clos égal ou supérieur à 200 000 € et inférieur à 600 000 € ;
- **à 5 000 €**, pour les entreprises ayant un CA constaté lors du dernier exercice clos égal ou supérieur à 600 000 €.

Comment faire ?

1) La demande d'aide est à réaliser auprès des services du Conseil régional du lieu de résidence par voie dématérialisée, au plus tard le 31 mai 2020. En annexe, liste des contacts régionaux à solliciter pour la mise en place des dispositifs pour soutenir la trésorerie des TPE du bâtiment.

2) Afin de bien préparer sa demande de fonds de garantie l'entreprise devra présenter les informations suivantes pour que le conseil régional puisse instruire sa demande :

- le caractère raisonnable du montant du prêt refusé,
- le risque de cessation des paiements et son lien avec le refus de prêt.

Cette demande est accompagnée :

- d'une déclaration sur l'honneur attestant que l'entreprise remplit les conditions prévues par le présent décret et l'exactitude des informations déclarée.
- d'une description succincte de sa situation démontrant le risque imminent de faillite,
- du montant du prêt refusé, du nom de la banque l'ayant refusé et des coordonnées de l'interlocuteur du chef d'entreprise dans cette banque.

A noter

Les demandes seront étudiées par la région de l'entreprise qui sollicite l'aide.

Ce soutien complémentaire sera versé par la DGFiP.

Coronavirus

BOITE A OUTILS – Trésorerie des TPE

26 mai 2020

Indemnité de « perte de gains » financée par le régime complémentaire des indépendants (RCI)

Mesure 10 : Aide supplémentaire pouvant aller jusqu'à 1 250 €, financée par le régime complémentaire des indépendants.

Champ d'application

Les travailleurs indépendants de l'artisanat et du commerce bénéficieront, en avril, d'une « indemnité de perte de gains ». Cette aide exceptionnelle validée par le Conseil de la Protection Sociale des Travailleurs Indépendants (CPSTI), avec l'accord des ministères de tutelle, sera modulable en fonction du niveau de cotisations de chacun au régime de retraite complémentaire des indépendants (RCI), et ce dans la limite maximale de 1 250 € nets d'impôts et de charges sociales.

Le paiement de cette somme, qui ne pourra excéder le montant des cotisations annuelles au RCI, sera uniquement conditionné au fait d'être en activité au 15 mars 2020 et immatriculé avant le 1^{er} janvier 2019.

Comment faire ?

Elle sera versée prochainement par le CPSTI, via les URSSAF, sans que les indépendants concernés n'aient la moindre démarche à accomplir.

Cette aide sera cumulable avec le fonds de solidarité mis en place par le gouvernement à l'intention des petites entreprises.

Ainsi, les travailleurs indépendants de l'artisanat et du commerce, aujourd'hui en grande difficulté, bénéficieront d'une forme de revenu de substitution, et ce sans que les finances publiques soient mises à contribution.

Médiation des entreprises

Mesure 11 : La médiation des entreprises au service du dialogue entre acteurs économiques

Champ d'application

Le Médiateur des entreprises est appelé à apporter son aide aux entreprises qui subissent des difficultés économiques liées à des litiges occasionnés par les conséquences de la crise sanitaire.

Le Médiateur des entreprises vient en aide aux entreprises afin de résoudre gratuitement leurs éventuels litiges via la médiation afin de faire évoluer les comportements de manière confidentielle et efficace.

Coronavirus

BOITE A OUTILS – Trésorerie des TPE

26 mai 2020

Par exemple, si l'entreprise artisanale subit des retards de paiement de la part de son client privé ou d'un donneur d'ordre public, si elle constate des clauses contractuelles déséquilibrées dans son contrat.

Comment faire ?

- 1°) Ecrivez directement au Médiateur des entreprises en cliquant sur le lien suivant
<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>
- 2°) Précisez lui vos coordonnées, le lieu de domiciliation de votre entreprise ainsi que votre raison sociale.
- 3°) Présentez ensuite la nature du litige qui vous oppose à une entreprise (clause contractuelle déséquilibrée, retards de paiement d'une facture...) en précisant bien que vous avez déjà essayé de régler le différend directement avec votre client ou fournisseur.
- 4°) Si le cas le nécessite, une saisine peut être faite et une médiation sera ouverte. Dans ce cas, c'est la médiation des entreprises qui contactera votre client ou fournisseur pour solutionner le différend. Dans le cadre de la saisine, des documents contractuels vous seront demandés (contrat, devis, facture).

Médiation du crédit au service des entreprises

Mesure 12 : En cette période de crise la médiation sera tout particulièrement mobilisée auprès des entreprises qui rencontrent des difficultés

Champ d'application

Instance nationale dotée de représentants locaux à disposition des entreprises dès lors que des difficultés apparaissent avec des organismes bancaires ou financiers (banques, assureurs-crédits, sociétés de crédit-bail) et sur tous types de sujets (application des mesures gouvernementales, refus de mise en place d'une ligne de crédit...), refus de report des échéances de prêt professionnel, réduction de garantie par un assureur-crédit, réduction de caution ou de garantie, dénonciation de votre prêt de découvert.

La Médiation doit être saisie à la suite d'un refus de la banque ou de l'assureur.

Comment faire ?

- 1°) Saisir la Médiation du crédit et expliquer que votre demande concerne une difficulté liée à la crise du Covid-19, une procédure accélérée sera mise en place (utilisez le document en bas pour échanger avec le médiateur du crédit au niveau local).
- 2°) Contacter en priorité l'adresse mail générique existant à l'échelon départemental
MEDITATION.CREDIT.XX@banque-france.fr (ou XX représente le numéro du département concerné)

Coronavirus

BOITE A OUTILS – Trésorerie des TPE

26 mai 2020

3°) Le médiateur local contactera l'entreprise dans les 48 heures.

Mesures relatives aux marchés publics

Mesure 13 : Les avances sont encouragées

Champ d'application

Les acheteurs publics peuvent décider de porter le taux des avances à plus de 60% par avenant et ne sont pas obligés d'exiger une garantie à première demande pour les avances de plus de 30% -mesure applicable jusqu'au 24 juillet 2020 (date de cessation de l'état d'urgence sanitaire augmentée de deux mois).

Comment faire ?

Si la personne publique ne prend pas de mesure :

1°) Faire un courrier en LR/AR à la personne publique afin de demander la mise en place d'une avance ou le relèvement du taux de l'avance en cours pour lui permettre de financer les travaux restant en invoquant l'article 5 de [l'Ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020](#).

2°) mentionner notamment sur le courrier les références du marché public obtenu, le destinataire (personne qui a signé la notification du marché du marché public) et précise le taux d'avance dont il a besoin pour lui permettre de financer la continuité et l'achèvement des travaux au regard de ce qui a déjà été réglé.

3°) Motiver sa demande en indiquant qu'un avenant relevant le taux de son avance est nécessaire pour pouvoir achever le marché public en question compte tenu des problèmes d'activité rencontrés avec le COVID 19.

4°) Annexer l'ordonnance précitée à son courrier. L'entreprise indique en bas de son courrier qu'une copie est adressée au comptable public et au Président ou à la Présidente de la CAPEB (préciser le département).

Mesure 14 : Pas de sanctions contractuelles pénalisant les entreprises du fait du COVID 19 dans certaines conditions

Champ d'application

Pas de pénalités de retard - article 6-2 a) de l'ordonnance précitée.

Comment faire ?

1°) Rédiger un courrier en LR/AR à la personne publique, indiquer les difficultés rencontrées par l'entreprise pour exécuter les travaux, suite aux mesures sanitaires prises par les pouvoirs publics en matière sanitaire dans le cadre de la crise du COVID 19, préciser que l'entreprise est dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie du bon de commande ou du contrat,

Coronavirus

BOITE A OUTILS – Trésorerie des TPE

26 mai 2020

démontrer que l'entreprise ne dispose pas des moyens suffisants (ou que leur mobilisation ferait peser sur l'entreprise une charge manifestement excessive).

2°) Fournir les preuves, demander une prorogation du délai d'exécution des travaux jusqu'à la fin de la période d'état d'urgence sanitaire augmentée de deux mois (tous les chantiers d'une entreprise ne pourront pas redémarrer en même temps).

3°) Demander dans ce courrier que ne soit pas appliquée à l'entreprise de pénalités de retard ou de sanctions contractuelles conformément aux dispositions de l'article 6-2 a) précité, l'entreprise joint l'ordonnance en annexe de son courrier. S'agissant d'une période compliquée également pour les pouvoirs publics, l'entreprise se rapproche de la personne publique pour faire le point. S'inscrire dans une démarche de dialogue.

Précautions

Malgré ce régime de l'ordonnance qui s'applique dès lors qu'il est plus favorable que les conditions contractuelles, il est indispensable de lire attentivement la clause relative aux pénalités de retard dans son contrat (acte d'engagement et CCAP) et de vérifier si le CCAG travaux est applicable, c'est spécifié dans les premiers articles du CCAP, et les dérogations au CCAG figurent au dernier article du CCAP.

Si l'entreprise a stoppé dans l'urgence le chantier en cours, et qu'elle a adressé, par crainte de se voir appliquer des pénalités de retard, un courrier au maître d'ouvrage public (MOP) invoquant la force majeure pour ne pas poursuivre l'exécution du contrat, qu'elle ne pouvait plus continuer les travaux compte tenu de la crise du COVID 19 sans autres précisions, il est nécessaire de faire un courrier supplémentaire en LR/AR pour préciser au MOP tous les effets de la force majeure sur l'entreprise : la crise actuelle fait obstacle à l'exécution du contrat (les mesures sanitaires prises par les pouvoirs publics génèrent des difficultés d'approvisionnement, l'indisponibilité du personnel, qui plus est si celui-ci a invoqué son droit de retrait, salariés contaminés, ...), il faut décrire toutes les difficultés rencontrées et joindre des preuves.

L'entreprise demande qu'il ne lui soit pas appliqué de pénalités de retard et demande un report de l'exécution de ses travaux à la fin de la période d'état d'urgence sanitaire augmentée de deux mois comme le prévoit l'ordonnance. L'entreprise maintient le contact avec l'acheteur.

Coronavirus

BOITE A OUTILS – Trésorerie des TPE

26 mai 2020

Annexes

Plan de trésorerie

| | 1 ^{er} mois | 2 ^e mois | 3 ^e mois | 4 ^e mois | 5 ^e mois | 6 ^e mois | 7 ^e mois | 8 ^e mois | 9 ^e mois | 10 ^e mois | 11 ^e mois | 12 ^e mois |
|---------------------------------------|-------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| 1. SOLDE EN DEBUT DE MOIS | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2. ENCAISSEMENTS | | | | | | | | | | | | |
| D'exploitation | | | | | | | | | | | | |
| Ventes TTC | | | | | | | | | | | | |
| Autres encaissements | | | | | | | | | | | | |
| Hors exploitation | | | | | | | | | | | | |
| Apports en capital | | | | | | | | | | | | |
| Emprunts à moyen et long terme | | | | | | | | | | | | |
| ... | | | | | | | | | | | | |
| ... | | | | | | | | | | | | |
| Total encaissements hors exploitation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| A. TOTAL ENCAISSEMENTS | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | | | | | | | | | | | |
| 3. DECAISSEMENTS | | | | | | | | | | | | |
| D'exploitation | | | | | | | | | | | | |
| Achats de marchandises TTC | | | | | | | | | | | | |
| Sous-traitance | | | | | | | | | | | | |
| Électricité | | | | | | | | | | | | |
| Fournitures d'entretien | | | | | | | | | | | | |
| TVA à décaisser | | | | | | | | | | | | |
| ... | | | | | | | | | | | | |
| ... | | | | | | | | | | | | |
| ... | | | | | | | | | | | | |

Coronavirus

BOITE A OUTILS – Trésorerie des TPE

26 mai 2020

| | 1 ^{er} mois | 2 ^e mois | 3 ^e mois | 4 ^e mois | 5 ^e mois | 6 ^e mois | 7 ^e mois | 8 ^e mois | 9 ^e mois | 10 ^e mois | 11 ^e mois | 12 ^e mois |
|--|-------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| ... | | | | | | | | | | | | |
| Total décaissements d'exploitation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Hors exploitation | | | | | | | | | | | | |
| Logiciels | | | | | | | | | | | | |
| Véhicule | | | | | | | | | | | | |
| ... | | | | | | | | | | | | |
| ... | | | | | | | | | | | | |
| ... | | | | | | | | | | | | |
| Total décaissements hors exploitation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| B. TOTAL DECAISSEMENTS | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4. SOLDE DU MOIS (A - B) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 5. SOLDE DE FIN DE MOIS (1 + 4) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Construction du plan de trésorerie

Certaines sommes proviennent directement de l'activité de l'entreprise : ce sont les encaissements d'exploitation

D'autres ont pour objet de financer l'exploitation mais ne sont pas directement issues de l'activité : elles sont "hors exploitation"

Encaissements d'exploitation : indiquer le chiffre d'affaires **TTC réellement** encaissé (ou prévisionnel si vous êtes en phase de construction de votre projet)

Attention !

- Le montant du chiffre d'affaires encaissé est inscrit **TTC**.
- Le montant des ventes est celui **réellement** encaissé : ne pas oublier les délais de paiement possibles entre la facturation et l'encaissement du paiement

Encaissements hors exploitation : Reprendre les chiffres du plan de financement initial pour le 1er mois. En cas de versement ultérieur, porter la somme sur le mois où elle est (ou sera) réellement reçue.

Décaissements d'exploitation : Attention !

- Le montant des achats est comptabilisé **TTC**.
- De même, ne pas oublier de tenir compte des délais de paiement et porter le décaissement le mois où celui-ci a (ou aura) réellement eu lieu

Coronavirus

BOITE A OUTILS – Trésorerie des TPE

26 mai 2020

Demande de report d'une échéance d'emprunt : Courrier-type

« Nom et prénom »

« Adresse »

« Téléphone »

« Référence du compte »

« Nom de la banque »

« Nom du chargé de compte »

« Adresse »

A ..., le ...

Objet : demande de report d'une échéance de crédit professionnel

Lettre recommandée avec AR

Madame, Monsieur,

J'ai contracté auprès de votre établissement le ... (date) un emprunt de ... (montant) € pour l'achat de (préciser).

Comme le prévoit les mesures gouvernementales en raison de la crise sanitaire du COVID - 19, il est prévu la possibilité de reporter des échéances de prêt. A ce titre, je vous demande donc de bien vouloir accepter de reporter mes échéances ... d'un montant de ... pour mon(mes) prêt(s) professionnels qui se présenteront à partir de la date du ... (date).

Dans cette attente, et restant à votre disposition, veuillez agréer, Madame, Monsieur, mes sincères salutations.

« Signature »

Coronavirus

BOITE A OUTILS – Trésorerie des TPE

26 mai 2020

Demande de remboursement de frais de pénalités liés au report d'échéances de prêt professionnel : Courrier-type

« Nom et prénom »

« Adresse »

« Nom de votre banque »

« Adresse »

Fait à..., le...

Objet : Demande de remise gracieuse des frais de pénalités liés aux reports d'échéances de mon crédit professionnel

Madame, Monsieur,

Suite aux mesures gouvernementales en raison de la crise sanitaire du COVID-19, il est prévu la possibilité de supprimer les pénalités et les coûts additionnels liés au report d'échéances d'un crédit professionnel.

A ce titre, je vous demande de bien vouloir m'accorder, à titre exceptionnel, une réduction totale du montant des frais prélevés sur mon compte professionnel.

Le(s) prélèvements concernés sont en date du (date) sur mon compte bancaire n°....., pour le motif suivant (mentionnez le libellé des frais figurant sur votre relevé de compte).

Le montant total s'élève à(montant) euros.

Dans cette attente, et restant à votre disposition, veuillez agréer, Madame, Monsieur, mes sincères salutations.

« Signature »

Coronavirus

BOITE A OUTILS – Trésorerie des TPE

26 mai 2020

Liste des contacts régionaux – Fonds de solidarité volet 2



GOUVERNEMENT

Liberté
Égalité
Fraternité

Mardi 14 avril 2020 – 15h

Liste des contacts sur les dispositifs d'accompagnement mis en place par les conseils régionaux pour les entreprises impactées par le Coronavirus :

| | | |
|-------------------------|--|--|
| Auvergne Rhône-Alpes | economie@auvergnerhonealpes.fr | 08 05 38 38 69 |
| Bourgogne Franche-Comté | entreprises@bourgognefrancheconte.fr | 03 81 61 62 00 |
| Bretagne | eco-coronavirus@bretagne.bzh | 02 99 27 96 51 |
| Centre Val de Loire | dgfreeweb@centrevaleloire.fr | 0 969 370 240 |
| Corse | jean-charles.vallee@adec.corsica | 06 31 79 48 93 |
| Grand Est | pacte.tresorerie@grandest.fr | |
| Guadeloupe | dgeco.covid19@cr-quadeloupe.fr | 06 90 69 86 02 06 90 54 27 11 06 90 68 74 12 06 90 39 87 24 |
| Hauts de France | entreprises@hautsdefrance.fr | 03 74 27 00 27 |
| Ile-de-France | covid-19-aidesauxentreprises@iledefrance.fr | 01 53 85 53 85 |
| Normandie | covid19-eco@adnormandie.fr | 02 35 52 22 00 |
| Nouvelle-Aquitaine | entreprises-covid19@nouvelle-aquitaine.fr | 05 57 57 55 88 |
| Occitanie | sec-dei@laregion.fr | 08 00 31 31 01 05 61 33 57 45 |
| Pays de la Loire | eco-coronavirus@paysdelaloire.fr | 0 800 100 200 |
| Réunion | severine.nirlo@cr-reunion.fr jean-pierre.legras@cr-reunion.fr youssouf.cadiee@cr-reunion.fr | 02 62 92 24 56 |
| Sud | guichetmonfinancement@maregionsud.fr | 08 05 80 51 45 |

Coronavirus

BOITE A OUTILS – Trésorerie des TPE

26 mai 2020

Prêt garanti par l'Etat : les étapes clés - Fédération Bancaire Française

PGE : les étapes clés



L'entreprise identifie son besoin, au regard de l'impact de la crise Covid-19 sur son activité, en ayant pris connaissance des différentes solutions mises en place par les pouvoirs publics pour soulager ses besoins de trésorerie (reports de charges fiscales et sociales, indemnisation d'activité partielle...)



L'entreprise se rapproche de son partenaire bancaire pour faire une demande de prêt. Il est possible de faire plusieurs demandes auprès de ses différents partenaires bancaires. Le montant cumulé de ces prêts ne doit pas dépasser 25% du chiffre d'affaires ou 2 ans de masse salariale pour les entreprises en création ou innovantes.



Après examen de la situation de l'entreprise (critères d'éligibilité notamment), la banque (ou les banques) donne(nt) un pré-accord pour un prêt, dans un délai de 5 jours dans la majorité des cas, au prix coûtant augmenté du coût de la garantie de l'Etat.



Après le (ou les) pré accord(s), l'entreprise se connecte sur la plateforme attestation-pge.bpifrance.fr pour obtenir un identifiant unique qu'elle communique à sa banque ou ses banques.



Avec l'identifiant unique, la banque finalise le prêt.

Après le décaissement, l'entreprise bénéficie d'une franchise de 12 mois avant de rembourser ce prêt en une seule fois ou sur une période allant jusqu'à 5 ans.

Si, à l'issue de la première année, l'entreprise désire utiliser la période complémentaire de remboursement, c'est à ce moment-là que la banque ou les banques pourront fixer les taux, toujours à prix coûtant, en plus de la garantie de l'Etat.

Les conditions de fixation des taux sont définies dans le contrat du prêt PGE signé par l'entreprise.



BON À SAVOIR

> Professionnel ou entreprise, vous avez un besoin de trésorerie lié au Covid-19 et votre dernière cotation BdF ou interne était forte, correcte ou acceptable (jusqu'à FIBEN 5+) : les banques se sont engagées à un octroi très large de PGE.

Si, de plus, votre chiffre d'affaires est inférieur à 10 M€ (ou, le cas échéant, un autre seuil spécifique), votre banque s'est engagée à vous donner sa réponse dans un délai de 5 jours à compter de la réception d'un dossier simplifié assurant la conformité aux critères d'éligibilité.

Pour toute précision, [contactez votre banque](#).

> Pour tous les autres professionnels et entreprises, votre banque s'est engagée à examiner, au cas par cas, votre demande et y compris si vous êtes en plan de continuation au 24 mars 2020. L'examen sera nécessairement plus fin et pourra conduire, au cas par cas, à des décisions négatives. En cas de refus,

Les pouvoirs publics ont mis en place d'autres outils pour les entreprises : <https://www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises>



LES BANQUES À VOS CÔTÉS
+ D'INFOS SUR FBF.FR
OU [@FBFFRANCE](https://twitter.com/FBFFRANCE)



Coronavirus

BOITE A OUTILS – *Trésorerie des TPE*

26 mai 2020